

## LE FUTUR DU CAPITALISME | LE CONSTAT

Les figures historiques



## WARREN BUFFETT

Le plus malin de la Bourse

**A** douze ans, il distribuait à vélo le «Washington Post» dans son quartier. Un an plus tard, sa tournée comptait 500 clients et il touchait le salaire d'un adulte. Avec son bénéfice, il acheta un juke-box d'occasion, qu'il installa chez un coiffeur, et un lopin de terre qu'il fit cultiver. À quatorze ans, en complétant sa

déclaration d'impôts, il retira 35 dollars pour le vélo et la montre dont il avait besoin pour ses tournées.

Cela a été le début d'une fortune qui, au fil des ans, est devenue la plus grande au monde. Son secret? «Value investing.» Cherchez une entreprise qui présente un historique de bonnes performances et distribue de beaux bénéfices, toujours plus plantureux. Vérifiez la qualité de son management. Voyez si le secteur a de l'avenir.

En grandes lignes, c'est ça. Ensuite, il

faut faire preuve de patience, attendre que le cours de votre favori descende suffisamment et monter dans le bateau. Ensuite, se montrer patient, une nouvelle fois, et ne jamais vendre. Buffett a commencé à investir, voici cinquante ans, avec une mise de départ de 3.000 dollars. Ce chiffre est de 250 milliards aujourd'hui.

Deux erreurs sont à éviter. Se laisser influencer par la Bourse. Écouter des gens comme Eugene Fama, qui pensent que le marché a toujours raison. Année après

année, Buffett montre qu'en faisant bien ses devoirs, il est possible de faire mieux que le marché.

Warren Buffett est une icône du capitalisme à l'américaine.

Il a tout d'abord acquis une fortune incalculable. Ensuite, il a évité tant que possible les coûts. Et enfin, il a donné son argent. 85 pour cent de sa fortune sont en effet placés dans la Fondation d'un certain Bill Gates, celui qui l'a détrôné comme homme le plus riche du monde. ■

B.H.



Pour ses missions en 2009, le Programme alimentaire mondial a acheminé 2,6 millions de tonnes métriques de produits agricoles auprès des affamés.

© Bloomberg

## suite de la page 4

réenne Daewoo venait de signer, en juillet 2008, un accord de leasing avec le gouvernement de Madagascar pour l'exploitation, pendant 99 ans, de 1,3 million d'hectares, soit près de la moitié des terres arables de l'île! Le groupe entendait y produire du maïs et des palmiers à huile, entièrement à destination de la Corée du Sud. Pire, Daewoo n'aurait rien payé pour cette exploitation. Totalemment écartée des négociations, la population se révolte. L'insurrection se termine par un coup d'État, en mars 2009.

La nouvelle mobilise surtout la Banque mondiale qui, à son tour, se penche sur une pratique qu'elle avoue ne pas maîtriser. Pendant un an, elle mène sa propre enquête d'où devait sortir, fin 2009, une liste détaillée des projets en cours. La divulgation du rapport est, une première fois, reportée à mars 2010, puis à avril 2010, pour la conférence annuelle de l'institution. À ce jour, rien n'a encore filtré. «Notre explication, c'est que le rapport est trop négatif, qu'ils ne le publient pas pour des raisons politiques», nous dit Devlin Kuyek, l'un des porte-parole de Grain, basé au Canada. De nombreuses transactions se déroulent, en effet, dans des zones politiquement instables.

Tous les regards se sont notamment portés sur les agissements douteux, en Ethiopie, du milliardaire saoudien, le cheik Mohamed Al Amoudi, qui profite de son amitié avec le Premier ministre Menes Zennawi pour acheter, à tour de bras, des terres arables pour l'exportation, en offrant des salaires de misère.

Ou encore cette société allemande de biocarburant, Flora Eco Power, également en Ethiopie, qui a fait un achat controversé de 8.000 hectares, pour y cultiver principalement du riz. Le gouvernement a dû fermer l'entreprise faute de remboursement d'emprunt bancaire. Les investisseurs n'ont pas payé leurs ouvriers pendant au moins cinq mois, selon une enquête du ministère local de l'Énergie. Dans le pays, 13 millions d'habitants ne savent pas quoi se mettre sous la dent.

Puis est venu ce rapport, en 2009, de la FAO, l'organisation des Nations unies en charge de l'alimentation et l'agriculture. La FAO a lancé ses investigations auprès de 7 gouvernements africains, et ses déclarations ont fait l'effet d'une bombe. «Les transactions révélées dans la presse internationale constituent la face visible de l'iceberg», est-il écrit dans le rapport. L'agence reconnaît que «les fonds d'investissements jouent un rôle grandissant». Mais de son propre aveu, «les données primaires et secondaires sur les acquisitions de terrains en Afrique sont rares et souvent de fiabilité limitée». Ou encore: «Pratiquement tous les contrats analysés dans cette étude sont lacunaires et simplistes, en comparaison de la réalité économique de la transaction.»

CARTES SATELLITES  
POUR LES INVESTISSEURS

Il y a aussi l'épineux problème de la propriété. «En Afrique, environ 90% des terres sont encore gérées sous des pratiques de droits coutumiers», explique

Devlin Kuyek. «Les systèmes de droits coutumiers peuvent bien fonctionner au niveau local, mais ils ne sont pas pertinents pour les investisseurs», rappelle également la FAO.

Une société américaine appelée Stewart Global Solutions s'active auprès des gouvernements africains pour les aider à gérer ces problèmes. Elle vient de prodiguer ses conseils au Bénin. À l'aide d'images satellitaires, de nouvelles cartes sont élaborées, puis récupérées pour... les investisseurs. «Les gens qui leur parlaient ne savaient pas à qui ils avaient affaire, continue Devlin Kuyek. Ils ne savaient pas que la société était liée à tous ces services hypothécaires, qu'ils fournissaient tous ces détails à des investisseurs, ils croyaient que c'étaient simplement des consultants.» Stewart Global Solutions est la filiale de Stewart International, une société qui émet des assurances sur les titres de propriété.

Emergent est conscient des problèmes d'image auxquels ils ont à faire face. «J'ai bon espoir que vous ne lirez jamais ce genre d'histoire sur nous, se défend Paul Christie. Nous savons tous de qui il s'agit, et nous les évitons.» Le fonds insiste sur sa responsabilité sociale et environnementale. «Notre directrice Susan Payne a été invitée pour travailler étroitement avec la Banque mondiale, qui vient juste de publier ses principes de bonne gouvernance sur les investissements responsables.»

## 2,91 DOLLARS POUR UN DEMI-HECTARE

Une voix du sérail, et non des moindres, a récemment relancé le débat. Howard Buffett est le fils de son milliardaire de père, Warren Buffett. Il est également administrateur du puissant groupe d'investissement paternel, Berkshire Hathaway. En avril, il s'est épanché, dans un rapport du groupe de réflexion Oakland Institute. «Il y a quelques mois, un hedge fund m'a personnellement offert d'entrer dans une transaction foncière, témoigne-t-il. On m'avait promis que le gouvernement local fournirait 70% du financement, tous les services publics et un leasing de 98 ans n'exigeant aucun paiement avant quatre ans. Le prix? 2,91 dollars le demi-hectare après les quatre années.» Pour lui, «ces transactions vont rendre les riches plus riches et les pauvres plus pauvres, créant ces gagnants qui vont en bénéficier, tandis que les perdants voient nier leur propre subsistance.»

Vu la taille des transactions, beaucoup s'inquiètent, en effet, de l'accès des locaux à leurs terres et aux sources d'eau. La méthodologie suivie par ces fonds est également décriée. La culture intensive et l'augmentation de la productivité ne sont pas une fin en soi pour résoudre les problèmes de la faim dans le monde, affirme Olivier De Schutter, rapporteur spécial aux Nations unies pour le droit à l'alimentation (voir interview en page 8).

En attendant, l'afflux des investisseurs commence déjà à tirer vers le haut les prix des terrains dans certaines régions, surtout ceux situés près des zones d'irrigation, des fleuves et des grandes villes. «Les investisseurs se sont tournés vers les sources de production, résume Nicole Menage, notre directrice au Programme alimentaire mondial. C'est quelque chose qui a changé depuis 2008, pour le meilleur ou pour le pire...» Avant d'ajouter, philosophe: «Ceux auxquels nous achetons ne sont pas non plus nécessairement dans une logique durable. Nous sommes là parce qu'il

## Un programme pour les petits agriculteurs

«Les petits exploitants sont des acteurs extrêmement importants pour la sécurité alimentaire à long terme, dans tous ces pays qui ont des problèmes de nourriture.»

Laura Melo revient juste du Salvador. Cette employée du Programme alimentaire mondial y a rencontré des petits exploitants, mais aussi le gouvernement et les banques locales. «Les paysans possèdent la terre. Mais, parce qu'ils l'ont héritée à travers un processus traditionnel, ils n'ont pas l'acte de propriété, et donc ils ne peuvent pas l'utiliser comme collatéral pour obtenir un prêt.» Sans argent, difficile d'augmenter la production, une production qui suffit tout juste, bien souvent, à assurer la subsistance quotidienne d'une famille d'agriculteur. À travers ses missions, le Programme alimentaire mondial est devenu un gros acheteur. Depuis 2008, l'organisation a décidé d'utiliser ce statut pour augmenter la force de frappe des petits agriculteurs, au sein d'un programme de cinq ans appelé «Purchase for progress», subventionné notamment par la Bill & Melinda Gates Foundation et la Howard Buffett Foundation. «Habituellement, continue cette ancienne journaliste de la BBC, nous achetions surtout la nourriture des distributeurs, qui nous fournissaient à grande échelle comme nous le voulions, avec l'échéance que nous voulions, à travers des appels d'offres qui étaient assez exigeants en termes de standards de qualité et en termes de procédures. Après, nous avons réfléchi: nous avons ce pouvoir d'acheter de la nourriture. Pourquoi n'essayons-nous pas de cibler cette faculté d'acheter pour atteindre les paysans eux-mêmes?» Fédérer les petits exploitants pour augmenter l'intérêt des transporteurs, diminuer les prix des semences, augmenter la confiance des services financiers, «le projet est extrêmement dépendant des partenariats stratégiques». Sur le terrain, des résultats commencent à apparaître. «En Ouganda, nous avons un système d'entrepôts officiellement certifiés. Les paysans vont y mettre leur récolte et payent un certain prix. On leur remet un reçu qui est l'équivalent de 60% à 70% de la valeur de leur récolte, et ils peuvent l'échanger à la banque.»

Le but est que, d'ici 2013, au moins 500.000 petits exploitants dans 21 pays d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie, voient augmenter les revenus de leur production agricole et leur accès aux marchés officiels. «Ce que nous voulons, c'est qu'après 2 ou 3 ans, ces fermiers nous disent: merci beaucoup, mais nous n'allons plus rien vous vendre, parce que nous avons un contrat avec Unilever...» ■

S.Q.

ya une crise, mais dès que le pays s'en sort, on n'achète plus autant...»

Retour à la gare Saint Pancras International de Londres. Au détour d'un couloir, une grande affiche publicitaire dévoile la carcasse d'un poulet à rôtir. «Si ce poulet avait grimpé à la vitesse des prix immobiliers, il coûterait aujourd'hui 47,51 £, prétend cette organisation pour le droit au logement. Nous ne l'accepterions pour rien au monde, ne l'acceptons pas pour l'immobilier». Les Africains n'ont visiblement pas ce choix. ■

## Crise alimentaire: la situation peut encore basculer

**C'**est un monde en ébullition. Les émeutiers mettent en flammes trois villes du Burkina Faso. Une manifestation au Cameroun dégénère et fait 20 morts. Les Haïtiens les plus pauvres ne se nourrissent plus que de pâtés de terre mélangée à de l'huile et du sucre. Le Maroc, le Sénégal, la Mauritanie, la Guinée, le Mexique, l'Indonésie, l'Ouzbékistan, le Yémen... les images se succèdent sur les écrans de télévision. En 2008, c'est tout le monde émergent qui est frappé par la crise alimentaire. En quelques semaines, la planète a connu ce qui n'était raconté jusqu'alors que dans les romans d'anticipation: le jour où les ressources disponibles ne pourront plus nourrir la population mondiale. Pour l'heure, la fièvre est retombée, place à l'analyse.

## LES GROS MANGEURS CHINOIS

Comment en est-on arrivé là, si vite, si tôt? En trois ans, les prix alimentaires avaient grimpé de 83 %, selon des chiffres de la Banque mondiale. En deux semaines, ceux du riz avaient pris 50 %. Qui a provoqué cette envolée? Rapidement, de nombreux doigts ont pointé les spéculateurs. Mais avec le recul, l'explication est devenue plus complexe.

La tendance de fond tout d'abord. Lorsqu'on regarde les chiffres, ils ont de quoi donner le tournis. La population mondiale augmente de 250.000 personnes par jour. Elle devrait atteindre les 9 milliards en 2040. L'urbanisation des nations émergentes est galopante: tous les 15 mois, 75 millions de Chinois émigrent vers les

villes. Et adoptent rapidement les habitudes alimentaires des citadins. Ainsi, la consommation de viande en Chine est passée de 10 kg à 40 kg par personne et par an. Un véritable cercle vicieux: un repas protéiné exige une production 10 fois plus élevée de féculelents.

Ajoutons à cela la confiscation des terres pour la production de biocarburants ou la diminution de la productivité due aux changements climatiques. «La croissance de la production agricole n'est que de 1 % à 2 % par an, avait lancé, au plus haut de la crise, Joachim von Braun, le directeur général de l'International Food Policy Research Institute. C'est trop peu pour renouer l'augmentation de la population et la demande croissante.»

## LES PHILIPPINES ONT PANIQUÉ

Mais la crise alimentaire de 2008 a également ses raisons internes. «Quelles qu'en soient les raisons, elles sont toutes arrivées en même temps, et cela a créé un emballement de la demande, nous explique Tobin Gorey, un spécialiste en denrées alimentaires chez JPMorgan rencontré à Londres. Du côté de l'offre, on n'était pas prêt à répondre à cette envolée après tant d'années de prix trop bas.»

La réaction des gouvernements n'a fait qu'amplifier les mouvements. Concentré dans les hangars d'une poignée d'exportateurs, le cas du riz est éloquent. «Le Pakistan n'avait pas suffisamment pour exporter, l'Inde avait activé son interdiction à l'exportation, le Vietnam fermait ses frontières, se

“  
Quelles qu'en soient les raisons, elles sont toutes arrivées en même temps.

## Tobin Gorey

Spécialiste en denrées alimentaires chez JPMorgan

souvent Jack Keulemans du Programme alimentaire mondial, et anciennement responsable régional à Bangkok. Au même moment, les Philippines qui importent 2 millions de tonnes par an ont com-

mencé à paniquer. Ils ont fait un appel d'offres d'environ 200.000 à 300.000 tonnes, et n'en ont reçu que 100.000. Deux ou trois semaines plus tard, ils ont ajouté la différence sur l'appel d'offres suivant, indiquant clairement qu'ils étaient désespérés. Quand vous donnez ce signal aux marchés, vous en payez le prix!»

Les marchés, justement. Avec la crise financière, les investisseurs avaient rapatrié en masse leurs liquidités et scrutaient des horizons plus prometteurs. «Je vous l'accorde, confirme Tobin Gorey, il y avait un paquet d'argent qui a couru après cette histoire, et cela a donné l'élan final au mouvement. Mais cet élan n'a pas démarré tout seul, il y en a eu un parce que la tension était déjà là.»

## LE CALME AVANT LA TEMPÊTE

Les prix ont un peu baissé, les émeutiers ont lâché les armes, mais la situation reste toujours tendue.

Les graphiques sur les marchés internationaux n'en sont qu'une image biaisée. «Les prix élevés ont permis d'augmenter substantiellement la production, particulièrement dans les céréales et les graines oléagineuses, constate pourtant l'analyste de JPMorgan. Cette réponse nous met dans une position d'offre plus confortable que ce qu'on a connu il y a trois ou quatre ans.» Mais il nuance rapidement. «Une combinaison tout à fait plausible d'un problème de récolte et d'une croissance de la demande peut rapidement éroder cette position.» ■

S.Q.